

## Notes

(1) Documents de la Chambre des représentants :

1923-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5 et 6. Amendements.

N° 7. Articles adoptés en séance plénière.

N° 8. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

1924-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (article 77 de la Constitution).

Annales de la Chambre : 2, 4 et 11 mars 1999.

Document du Sénat :

1-1314-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2. Projet non évoqué par le Sénat.

## Nota's

(1) Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1923-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslagen.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nrs. 5 en 6. Amendementen.

Nr. 7. Artikelen aangenomen in plenaire vergadering.

Nr. 8. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

1924-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslag.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (artikel 77 van de Grondwet).

Handelingen van de Kamer : 2, 4 en 11 maart 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1314-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2. Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

F. 99 — 1340

[S - C - 99/16118]

22 AVRIL 1999. — Loi relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux (1)

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

## TITRE Ier. — Disposition générale

Article 1<sup>er</sup>. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

## TITRE II. — De la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par « l'Institut » : l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, créé par l'article 2 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Art. 3. La discipline sur les experts-comptables et les conseils fiscaux est exercée en premier ressort par une commission de discipline. Cette commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. Chaque chambre est composée d'un juge au tribunal de commerce, qui la préside, ainsi que de deux membres ayant chacun la (les) même(s) qualité(s) que le membre concerné, désignés par le Conseil de l'Institut. Le président est nommé par le Roi sur présentation du Ministre de la Justice. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Les membres et les suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans. La compétence des chambres en matière linguistique est déterminée par la langue dans laquelle l'expert-comptable ou le conseil fiscal a introduit sa demande d'obtention de la qualité d'expert-comptable ou de conseil fiscal.

Art. 4. Des peines disciplinaires peuvent être infligées aux experts-comptables et aux conseils fiscaux :

1° qui ont manqué à leurs obligations professionnelles dans l'exercice de leurs missions d'expert-comptable ou de conseil fiscal;

2° qui ont manqué aux principes de dignité, de probité et de délicatesse qui font la base de la profession;

3° qui lèsent manifestement les droits du Trésor ou qui abusent des procédures fiscales dans l'exercice des activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées sont :

a) l'avertissement;

b) la réprimande;

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 16307.)

N. 99 — 1340

[S - C - 99/16118]

22 APRIL 1999. — Wet betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten (1)

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

## TITEL II

## Beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet dient te worden verstaan onder « Instituut » : het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, opgericht bij artikel 2 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

Art. 3. De beroepstucht over accountants en belastingconsulenten wordt in eerste aanleg gehandhaafd door een tuchtcommissie. Die commissie bestaat uit twee kamers, een Nederlandstalige en een Franstalige. Elke kamer is samengesteld uit een voorzitter die rechter is in de rechtbank van koophandel en twee door de Raad van het Instituut aangewezen leden met dezelfde hoedanigheid(-heden) als het betrokken lid. De voorzitter wordt benoemd door de Koning op de voordracht van de minister van Justitie. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervangend lid aangeduid. Leden en plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare periode van zes jaar benoemd. De bevoegdheid van de kamers in taalaangelegenheden wordt bepaald door de taal waarin de accountant of de belastingconsulent zijn verzoek tot het bekomen van de hoedanigheid van accountant of belastingconsulent heeft ingediend.

Art. 4. Tuchtstraffen kunnen worden opgelegd aan accountants en belastingconsulenten :

1° die in de uitoefening van hun opdrachten als accountant en belastingconsulent, tekort gekomen zijn aan hun beroepsverplichtingen;

2° die de beginselen van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid die aan het beroep ten grondslag liggen, hebben geschonden;

3° die de rechten van de Schatkist manifest schenden of misbruik maken van de fiscale procedures bij de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

Art. 5. §1. De volgende tuchtstraffen kunnen worden opgelegd :

a) een waarschuwing;

b) een berisping;

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 16307.)

- c) l'interdiction d'accepter ou de continuer certaines missions;
- d) la suspension pour un terme ne pouvant excéder une année;
- e) la radiation.

La suspension emporte interdiction d'exercer des activités professionnelles en tant qu'expert-comptable ou conseil fiscal en Belgique pour la durée prévue par la peine. Elle emporte interdiction de participer aux délibérations et élections des assemblées générales, du Conseil et des commissions de l'Institut ainsi que de la commission d'appel, pendant la durée de l'exécution de cette peine disciplinaire.

La radiation emporte interdiction d'exercer la profession d'expert-comptable ou de conseil fiscal en Belgique.

§ 2. Une plainte à l'encontre d'un expert-comptable ou d'un conseil fiscal peut être introduite auprès du Conseil de l'Institut par le procureur général près la cour d'appel, par le Ministre des Finances relativement aux activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ou par tout intéressé. Le Conseil de l'Institut instruit la plainte. S'il estime que les griefs dirigés contre l'expert-comptable ou le conseil fiscal incriminé sont insuffisants, il déclare qu'il n'y a pas lieu de poursuivre. S'il estime que les griefs sont suffisants, il renvoie cette personne devant la commission de discipline.

En outre, le Conseil de l'Institut peut décider d'office de renvoyer un expert-comptable ou un conseil fiscal devant la commission de discipline.

Toute décision de renvoi comporte une relation des faits reprochés à l'expert-comptable ou au conseil fiscal. Elle mentionne également les dispositions législatives ou réglementaires ou encore les règles déontologiques sur lesquelles se fonde l'accusation.

En cas de renvoi, le Conseil transmet son dossier à la commission.

§ 3. La commission de discipline ne peut prononcer une peine disciplinaire que si l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé a été invité par lettre recommandée à la poste, adressée au moins trente jours à l'avance, à se présenter devant la commission.

Cette lettre relate, sous peine de nullité, les faits reprochés, mentionne la faculté de consulter le dossier et invite l'expert-comptable ou le conseil fiscal à adresser à la commission de discipline un mémoire de défense auquel sont joints tous les documents utiles à sa défense.

L'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé bénéficie d'un droit de récusation dans les cas prévus à l'article 828 du Code judiciaire.

La commission de discipline composée autrement statue sur la récusation.

L'expert-comptable ou le conseil fiscal peut faire valoir sa défense verbalement ou par écrit. Il peut se faire assister par un avocat ou par un membre de l'Institut.

§ 4. La procédure est publique, à moins que le huis clos ne soit demandé par l'expert-comptable ou le conseil fiscal concerné ou que la publicité ne porte atteinte à la moralité, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intérêt des mineurs, à la protection de la vie privée, à l'intérêt de la justice ou au secret au sens de l'article 58 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

§ 5. Les décisions de la commission de discipline sont motivées. Elles sont notifiées sans retard, sous pli recommandé à la poste, à l'expert-comptable ou au conseil fiscal intéressé, au Conseil de l'Institut et au procureur général près la cour d'appel. Elles sont aussi notifiées au Ministre des Finances et à tout intéressé s'ils sont les auteurs de la plainte.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et d'appel et les modalités selon lesquelles l'opposition ou l'appel peuvent être formés. A défaut de ces mentions, la notification est nulle. Le procureur général peut demander communication du dossier.

§ 6. 1° Toutes les sanctions disciplinaires inférieures à celle de la suspension sont effacées après un délai de cinq ans, à compter de la date de la décision définitive prononçant une peine disciplinaire, à condition que le membre n'ait pas été frappé de la peine de suspension et n'ait encouru aucune sanction nouvelle pendant ce délai.

2° Tout membre de l'Institut qui a encouru une ou plusieurs sanctions disciplinaires n'ayant pas été effacées en application du 1°, peut introduire une demande en réhabilitation auprès de la commission d'appel visée à l'article 7.

c) verbod om bepaalde opdrachten nog te aanvaarden of voort te zetten;

- d) een schorsing voor ten hoogste een jaar;
- e) een schrapping.

Een schorsing houdt het verbod in het beroep van accountant of belastingconsulent in België voor de in de tuchtstraf bepaalde tijd nog uit te oefenen. Een schrapping houdt ook het verbod in om deel te nemen aan beraadslagingen en verkiezingen in de algemene vergaderingen, de Raad en de commissies van het Instituut evenals in de commissie van beroep, zolang de tuchtstraf uitwerking heeft.

Een schrapping houdt het verbod in om het beroep van accountant of belastingconsulent in België nog uit te oefenen.

§ 2. Een klacht tegen een accountant of een belastingconsulent kan bij de Raad van het Instituut ingediend worden door de procureur-generaal bij het hof van beroep, door de Minister van Financiën, met betrekking tot de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, of door een belanghebbende. De Raad van het Instituut onderzoekt de klacht. Indien hij van oordeel is dat er tegen de aangeklaagde accountant of belastingconsulent onvoldoende bezwaren bestaan, verklaart hij dat er geen reden is tot vervolging. Indien hij van oordeel is dat er voldoende bezwaren bestaan, verwijst hij die persoon naar de tuchtcommissie.

De Raad van het Instituut kan ook ambtshalve beslissen een accountant of een belastingconsulent naar de tuchtcommissie te verwijzen.

Iedere beslissing tot verwijzing bevat een omschrijving van de feiten die aan de accountant of de belastingconsulent ten laste gelegd worden. Ze vermeldt ook de wetsbepalingen, de verordeningbepalingen of de deontologische regels waarop de tenlastelegging steunt.

Ingeval van verwijzing doet de Raad zijn dossier aan de commissie toekomen.

§ 3. De tuchtcommissie kan enkel een tuchtstraf uitspreken indien de betrokken accountant of belastingconsulent ten minste dertig dagen op voorhand met een ter post aangetekende brief verzocht is voor de commissie te verschijnen.

Op straffe van nietigheid worden in deze brief de ten laste gelegde feiten uiteengezet, wordt gewezen op de mogelijkheid tot inzage van het dossier en wordt de accountant of belastingconsulent verzocht de tuchtcommissie een verweerschrift te bezorgen, waarbij alle voor zijn verweer nuttige stukken zijn gevoegd.

De betrokken accountant of belastingconsulent heeft een recht van wraking in de gevallen bepaald bij artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

Over de wraking beslist de tuchtcommissie in een andere samenstelling.

De accountant of belastingconsulent mag zijn verweer mondeling of schriftelijk doen gelden. Hij mag zich laten bijstaan door een advocaat of een lid van het Instituut.

§ 4. De procedure is openbaar, tenzij de betrokken accountant of belastingconsulent een behandeling achter gesloten deuren vraagt of een openbare procedure gevaar oplevert voor de goede zeden, de openbare orde, de nationale veiligheid, het belang van minderjarigen, de bescherming van het privé-leven, het belang van de rechtspraak of de geheimhoudingsplicht als bedoeld in artikel 58 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

§ 5. De beslissingen van de tuchtcommissie worden met redenen omkleed. Zij worden onverwijld met een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht aan de betrokken accountant of belastingconsulent, de Raad van het Instituut en de procureur-generaal bij het hof van beroep. Zij worden tevens meegedeeld aan de Minister van Financiën en aan elke andere belanghebbende wanneer zij de indiener zijn van de klacht.

Bij deze kennisgeving worden ook alle nuttige inlichtingen gevoegd over de termijnen van verzet en hoger beroep en de wijze waarop verzet of hoger beroep kunnen worden ingesteld. Indien deze vermeldingen ontbreken, is de kennisgeving nietig. De procureur-generaal kan mededeling vragen van het dossier.

§ 6. 1° Alle minder zware tuchtstraffen dan de schorsing worden na het verstrijken van een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de definitieve beslissing waarbij een tuchtstraf werd uitgesproken, uitgewist, op voorwaarde dat het lid in die tussentijd geen schorsing noch enige nieuwe sanctie opgelopen heeft.

2° Ieder lid van het Instituut dat een of meer tuchtstraffen heeft opgelopen, welke niet zijn uitgewist bij toepassing van 1°, mag bij de commissie van beroep, bedoeld in artikel 7, een aanvraag tot eerherstel indienen.

Cette demande n'est recevable que si :

- a) un délai de cinq ans s'est écoulé depuis la date de la décision définitive prononçant la dernière peine disciplinaire;
- b) l'intéressé a obtenu la réhabilitation en matière pénale, au cas où une des sanctions disciplinaires a été prise pour un fait qui a donné lieu à une condamnation pénale;
- c) un délai de deux ans s'est écoulé depuis la décision de la commission d'appel, au cas où celle-ci a rejeté une demande antérieure.

3° L'application de la disposition prévue au 1° ainsi que la décision accordant réhabilitation font cesser pour l'avenir tous les effets des sanctions auxquelles cette disposition ou la décision s'applique.

Art. 6. Celui à charge duquel une décision disciplinaire par défaut a été rendue peut faire opposition à cette décision dans le mois à partir du jour où elle lui a été notifiée.

Pour être recevable, l'opposition doit être formée dans le délai prescrit, par une lettre recommandée à la poste adressée à la commission de discipline.

Lorsque l'opposant fait défaut une seconde fois, une nouvelle opposition n'est plus recevable.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. L'appel des décisions de la commission de discipline est introduit auprès de la commission d'appel.

La commission d'appel connaît en outre des appels contre les mesures d'interdiction prises par le Conseil de l'Institut en vertu de l'article 29 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Cette commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. La chambre d'expression française connaît des appels formés contre les décisions rendues par la chambre d'expression française de la commission de discipline et la chambre d'expression néerlandaise connaît des appels formés contre les décisions rendues par la chambre d'expression néerlandaise de la commission de discipline.

Chaque chambre est composée d'un conseiller auprès d'une cour d'appel, qui la préside, d'un juge au tribunal de commerce et d'un juge au tribunal du travail, tous présentés par le Ministre de la Justice et nommés par le Roi, ainsi que de deux membres ayant chacun la (les) même(s) qualité(s) que le membre concerné, élus par l'assemblée générale de l'Institut. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Les membres et les suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans.

§ 2. L'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé ainsi que le Conseil de l'Institut, le procureur général près la cour d'appel, le Ministre des Finances relativement aux activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ainsi que tout intéressé auteur de la plainte, peuvent interjeter appel, dans le mois à partir du jour où la décision leur a été notifiée.

§ 3. Pour être recevable, l'appel doit être introduit dans le délai prescrit auprès de la commission d'appel par une lettre recommandée à la poste.

§ 4. La commission d'appel ne peut statuer qu'après que l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé a été invité à se présenter devant la commission d'appel par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance. L'intéressé doit être mis en mesure de consulter le dossier.

§ 5. Les §§ 3, alinéas trois à cinq, 4, 5 et 6 de l'article 5 sont également d'application.

Art. 8. Dans les trois mois à partir du jour où elle a été notifiée, la décision de la commission d'appel peut être déferée par l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé, le Conseil de l'Institut, le procureur général près la cour d'appel et le Ministre des Finances à la Cour de cassation, selon les formes des pourvois en matière civile.

Le pourvoi en cassation est suspensif.

Si la décision est annulée, la Cour de cassation renvoie la cause devant la commission d'appel, autrement composée, qui se conforme à la décision de la Cour sur le point de droit jugé par elle.

Deze aanvraag is slechts ontvankelijk op voorwaarde dat :

- a) een termijn van vijf jaar is verlopen sedert de datum van de definitieve beslissing waarbij de laatste tuchtstraf werd uitgesproken;
- b) betrokkene strafrechtelijk eerherstel heeft verkregen indien hij een tuchtstraf heeft opgelopen voor een feit dat tot een strafrechtelijke veroordeling aanleiding heeft gegeven;
- c) een termijn van twee jaar is verstreken sedert de beslissing van de commissie van beroep is uitgesproken, ingeval deze een vorige aanvraag heeft afgewezen.

3° De toepassing van het bepaalde in 1° alsook de beslissing tot verlening van eerherstel, stelt voor de toekomst alle gevolgen buiten werking van de sancties waarop deze bepaling of deze beslissing toepassing vindt.

Art. 6. Hij tegen wie een tuchtbeslissing bij verstek werd gewezen, kan hiertegen verzet aantekenen binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag waarop deze bepaling of deze beslissing toepassing vindt.

Om ontvankelijk te zijn moet het verzet gedaan worden bij een ter post aangetekend schrijven aan de tuchtcommissie, binnen de gestelde termijn.

Wanneer de eiser een tweede maal verstek laat gaan, is nieuw verzet niet meer toelaatbaar.

Art. 7. § 1. Hoger beroep tegen de beslissingen van de tuchtcommissie wordt ingesteld bij de commissie van beroep.

De beroepscommissie is tevens bevoegd inzake de beroepen tegen de verbodsbepalingen genomen door de Raad van het Instituut op basis van artikel 29 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

Die commissie bestaat uit twee kamers, een Nederlandstalige en een Franstalige. De Franstalige kamer neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen door de Franstalige kamer van de commissie en de Nederlandstalige kamer neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen door de Nederlandstalige kamer van de tuchtcommissie.

Elke kamer is samengesteld uit een voorzitter die raadsheer is bij het hof van beroep, een rechter in de rechtbank van koophandel en een rechter in een arbeidsrechtbank, allen voorgedragen door de Minister van Justitie en benoemd door de Koning, alsmede uit twee leden aangewezen door de algemene vergadering van het Instituut met dezelfde hoedanigheid (heden) als het betrokken lid. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervangend lid aangeduid.

Leden en plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare termijn van zes jaar benoemd.

§ 2. De betrokken accountant of belastingconsulent alsook de Raad van het Instituut, de procureur-generaal bij het hof van beroep, de Minister van Financiën, wat de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen betreft, evenals elke betrokkene indiener van de klacht, kunnen hoger beroep instellen binnen de maand te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing hen werd betekend.

§ 3. Om ontvankelijk te zijn moet het hoger beroep ingesteld worden bij een ter post aangetekend schrijven aan de commissie van beroep, binnen de gestelde termijn.

§ 4. De commissie van beroep kan enkel uitspraak doen indien de betrokken accountant of belastingconsulent ten minste vijftien dagen op voorhand met een ter post aangetekende brief verzocht is voor de commissie te verschijnen. De betrokkene moet de mogelijkheid krijgen tot inzage van het dossier.

§ 5. De paragrafen 3, derde tot vijfde lid, 4, 5 en 6 van artikel 5 zijn eveneens van toepassing.

Art. 8. Binnen drie maanden vanaf de dag waarop van de beslissing van de commissie van beroep kennis is gegeven, kan zij door de belanghebbende accountant of belastingconsulent, door de Raad van het Instituut, door de procureur-generaal bij het hof van beroep en de Minister van Financiën aan het Hof van Cassatie worden voorgelegd volgens de vormvereisten voor voorzieningen in burgerlijke zaken.

Voorziening in cassatie heeft schorsende werking.

Wordt de beslissing vernietigd, dan verwijst het Hof van Cassatie de zaak naar een anders samengestelde commissie van beroep, die zich voegt naar de beslissing van het Hof over het door hem beslechte rechtspunt.

## TITRE III. — Dispositions finales

Art. 9. Le Roi peut coordonner les dispositions suivantes :

1° la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises;

2° la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

3° la présente loi;

4° les dispositions qui modifient : expressément ou implicitement les lois visées aux 1°, 2° et 3°.

A cet effet, il peut, dans la coordination :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'améliorer la terminologie.

## TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 10. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 22 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

## Notes

(1) *Documents de la Chambre des représentants* :  
1924-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales de la Chambre* : 2 et 4 mars 1999.

*Document du Sénat* :

1-1302-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2. Rapport.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

*Annales du Sénat* : 1<sup>er</sup> avril 1999.

## TITEL III. — Slotbepalingen

Art. 9. De Koning kan de volgende bepalingen coördineren :

1° de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;

2° de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

3° deze wet;

4° de bepalingen die de wetten bedoeld in 1°, 2° en 3° uitdrukkelijk of impliciet wijzigen.

Daartoe kan Hij in de coördinatie :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen in de te coördineren bepalingen vervat, de redactie van die bepalingen wijzigen met het oog op hun overeenstemming en een betere terminologie.

## TITEL IV. — Inwerkingtreding

Art. 10. De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Gegeven te Brussel, 22 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

## Nota's

(1) *Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers* :  
1924-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslag.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Handelingen van de Kamer* : 2 en 4 maart 1999.

*Gedr. St. van de Senaat* :

1-1302-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2. Verslag.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

*Handelingen van de Senaat* : 1 april 1999.